



Maggy Lawson, *Mama Benz*, dans l'un de ses entrepôts de Lomé, Togo.

## Femmes AU VOLANT

*Christine Dieterich, Dalia Hakura et Monique Newiak*

### L'égalité hommes-femmes : un moteur pour la croissance en Afrique subsaharienne

L'INDUSTRIE textile, particulièrement florissante au Togo, doit son dynamisme à une femme, Maggy Lawson. Tout le monde l'appelle *Mama Benz*, en référence à la grosse cylindrée qu'elle aime conduire, comme le faisait sa mère avant elle. De sa mère, elle a aussi hérité son entreprise, en rupture avec la tradition. Elle a accédé à la notoriété dans les années 70 en revendant dans toute l'Afrique de l'Ouest des cotonnades aux imprimés chatoyants servant à la confection d'habits. L'immense succès de son entreprise a permis la création de nombreux emplois au Togo.

Mama Benz est une illustration parmi bien d'autres de l'impact positif que peuvent avoir les femmes sur l'économie d'Afrique subsaharienne.

Égalité entre les sexes et réussite économique sont étroitement liées, la recherche le montre : plus il y a de croissance, plus l'égalité entre les sexes progresse; inversement, cette égalité est un atout pour la croissance (Duflo, 2012; graphique 1).

Beaucoup de raisons portent à croire à un effet positif de l'égalité de genre sur la croissance. À

l'échelle mondiale, réduire l'écart éducatif entre hommes et femmes accroîtrait considérablement le capital humain et réduirait les inégalités de revenu (Gonzalez *et al.*, 2015b). Les femmes tendent à consacrer une plus grande part du revenu du ménage que les hommes à l'éducation des enfants et des petits-enfants : réduire l'écart de rémunération entre hommes et femmes pourrait accroître la scolarisation des enfants et, partant, doper la croissance. Plus de femmes dans la population active, c'est aussi un plus grand vivier de travailleurs et d'entrepreneurs compétents.

L'accélération de la transition démographique, en réduisant le nombre d'enfants à charge, pourrait réduire les inégalités, en particulier pour les ménages pauvres, et accroître l'investissement en capital humain dans la population active féminine (Soares, 2005; Soares et Falcão, 2008).

La participation féminine à la main-d'œuvre est relativement élevée en Afrique, car les femmes ont besoin de travailler pour assurer leur subsistance, mais leurs emplois relèvent souvent du secteur agricole à faible productivité et du secteur informel. L'emploi salarié reste pour une

large part l'apanage des hommes, ce qui va à l'encontre d'une utilisation efficiente des compétences.

Ces inégalités se retrouvent dans d'autres domaines. D'après l'Indice des inégalités de genre de l'ONU, qui mesure les inégalités à partir des taux de participation au marché du travail, de mortalité et de fécondité, et des niveaux d'éducation et d'autonomie, beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne — notamment le Mali et le Niger — figurent parmi les plus inégaux au monde.

Les inégalités de revenu sont également fortes en Afrique subsaharienne. Ces quinze dernières années, la région a bénéficié d'une croissance rapide qui s'est traduite par une hausse des revenus par habitant et une baisse des taux de pauvreté. Mais les disparités de revenu y restent élevées et ont même augmenté dans de nombreux pays. Seule la région Amérique latine et Caraïbes affiche une plus grande inégalité (graphique 2). La lutte contre les inégalités de revenu est aussi bénéfique à la croissance économique en ce qu'elle donne plus de moyens aux ménages pauvres pour investir dans l'éducation et le capital physique. Elle peut aussi atténuer l'instabilité sociopolitique et les effets d'une mauvaise gouvernance, qui découragent l'investissement privé (Barro, 2000).

### Des inégalités qui coûtent cher

Sachant que les inégalités de revenu et de genre sont très marquées dans la région et que, comme le montre l'expérience internationale, elles nuisent à la croissance, la question inévitable est de savoir dans quelle mesure la prospérité économique de la région en pâtit.

Le préjudice potentiel est considérable, mais varie d'un pays à l'autre. D'après nos recherches, si l'on ramenait les inégalités de revenu et de genre aux niveaux observés actuellement dans les pays à forte croissance d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), le PIB réel annuel par habitant de l'Afrique subsaharienne gagnerait en moyenne près de 1 point de pourcentage par an. C'est à peu près le même ordre de grandeur

que l'impact que l'on obtiendrait en comblant l'écart d'infrastructure qui s'est formé ces dix dernières années entre les deux régions.

Notre étude cite un certain nombre de causes d'inégalités qui obèrent le potentiel de croissance de l'Afrique subsaharienne. Beaucoup de ces facteurs influent de la même manière sur les inégalités de revenu et sur les inégalités de genre, ces dernières contribuant d'ailleurs aux premières.

Notre étude confirme également que l'inégalité des chances — c'est à dire les conditions et ressources initiales permettant aux personnes de réaliser pleinement leur potentiel économique — explique une grande partie des inégalités de revenu et de genre. Par exemple, un mauvais accès à des services de base d'éducation, de santé et d'infrastructure peut limiter le développement du capital humain et réduire la productivité. La situation globalement s'est améliorée en Afrique subsaharienne, mais beaucoup de pays accusent encore un retard par rapport à des pays d'autres régions de revenu équivalent.

Les possibilités ouvertes aux femmes se sont globalement améliorées, mais pas suffisamment. Ainsi, la scolarisation primaire des garçons et des filles a augmenté depuis le début du siècle, sous l'impulsion des objectifs du Millénaire pour le développement. Toutefois, pour 100 garçons fréquentant l'enseignement primaire ou secondaire, on ne compte encore que 91 filles; dans l'enseignement postsecondaire, le rapport est de 100 pour 73. À cela plusieurs raisons : depuis le manque d'infrastructures de base, qui fait que les tâches ménagères demandent plus de temps (essentiellement aux filles et aux femmes), jusqu'au taux élevé de fécondité des adolescentes et à l'âge précoce du mariage, qui cantonnent les toutes jeunes filles aux tâches ménagères. Au Niger, on compte plus de 200 naissances pour 1.000 jeunes filles de 15 à 19 ans, et seules 15 % des filles fréquentent l'enseignement secondaire.

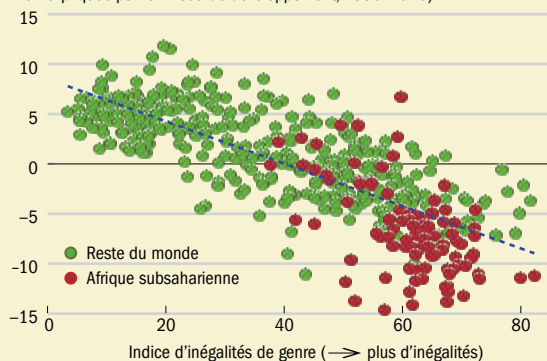
De même, les femmes ont moins accès aux services financiers. Le pourcentage de la population possédant un compte auprès d'un établissement financier s'est accru depuis quelques années,

Graphique 1

#### Plus d'égalité, plus de croissance

Les fortes inégalités de genre semblent freiner la croissance en Afrique subsaharienne, même en tenant compte du niveau de développement de chaque pays.

(Indice d'inégalités de genre de l'ONU et croissance du PIB par habitant non expliquée par le niveau de développement, 1990-2010)



Sources : PNUD, *Rapport sur le développement humain*; Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*; estimations des services du FMI

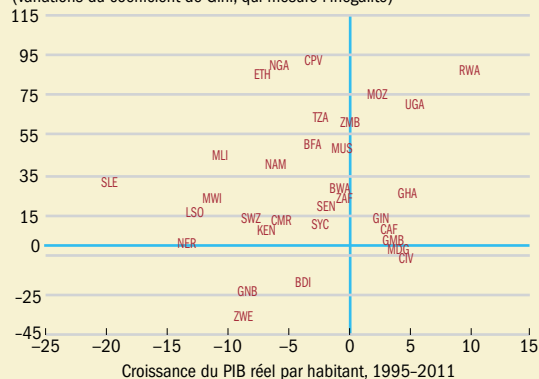
Note : Les pays dont la croissance apparaît supérieure à zéro ont une croissance supérieure à ce que laisse penser leur revenu par habitant; ceux dont la croissance apparaît inférieure à zéro progressent plus lentement.

Graphique 2

#### De fortes inégalités de revenu

Malgré une croissance forte en Afrique subsaharienne, les inégalités ont reculé peu et de manière inégale dans les différents pays.

(variations du coefficient de Gini, qui mesure l'inégalité)



Sources : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde*; Solt (2014).

Note : variation mesurée entre 1995 et 2011 (à défaut, les années les plus proches disponibles). Les codes des pays correspondent à ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

mais plus pour les hommes que pour les femmes. Dans certains pays, comme au Kenya, on dénombre plus de comptes mobiles que de comptes bancaires classiques, ce qui a contribué à réduire l'écart entre tranches de revenus en termes d'accès au financement, mais il subsiste un important écart entre les genres dans l'accès au porte-monnaie mobile. Au Kenya, plus de 62 % des hommes possèdent un compte mobile, contre moins de 55 % des femmes, ce qui limite les bienfaits de cette nouvelle technologie.

De plus, il subsiste de nombreuses restrictions légales à l'activité économique des femmes (Banque mondiale, 2015), ce qui les dissuade d'épargner auprès d'un établissement formel et d'emprunter pour financer des activités commerciales. Ces restrictions expliquent pas moins de 5 points de l'écart de participation des femmes à la population active dans certains pays de la région (Hallward-Driemeier et Hasan, 2013; Demircug-Kunt, Klapper et Singer, 2013; Gonzales *et al.*, 2015a). Malgré quelques progrès depuis les années 90, on observe encore dix ou plus de ces restrictions dans huit pays d'Afrique subsaharienne. Ainsi, le consentement du mari sera requis pour que la femme ouvre un compte en banque ou prenne un nouvel emploi.

### Quelles solutions?

Quelques interventions bien pensées et bien ciblées pour étendre les possibilités ouvertes aux ménages pauvres et aux femmes permettraient d'atténuer les inégalités et de libérer le potentiel de croissance de la région.

L'activité à domicile constitue un important apport de complément et de diversification des revenus des femmes, vu notamment les obstacles à l'emploi salarié. Actuellement, les droits, prélèvements et taxes sur les activités à domicile sont une source de recettes privilégiée pour les collectivités locales. En leur ouvrant de nouvelles sources de financement grâce à une réforme des impôts fonciers, les prélèvements sur les activités à domicile pourraient être réduites.

L'amélioration de l'accès aux services financiers permettrait d'atténuer les inégalités de revenu et de genre. Par exemple, les banques accorderaient plus facilement des crédits à de nouveaux clients si elles disposaient facilement d'informations centralisées sur les antécédents de ces derniers. De nouvelles technologies, comme la banque mobile, peuvent faciliter l'accès aux services financiers pour les populations isolées et les femmes.

L'élimination des lois qui favorisent l'activité des hommes au détriment de celle des femmes est un autre levier de croissance aussi simple que puissant. Certains pays d'Afrique subsaharienne ont pris des mesures en faveur de l'égalité des chances. Par exemple, en 1996, la Namibie a levé un certain nombre des obstacles législatifs qui s'imposaient aux femmes : en dix ans, le taux d'activité des femmes s'est accru de près de 8 points de pourcentage. Ces trois dernières années, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont réformé leurs lois dans le sens de l'égalité. Par exemple, le nouveau code du travail guinéen comprend désormais une clause de non-discrimination fondée sur le genre; au Kenya, la nouvelle loi sur la propriété matrimoniale accorde les mêmes droits aux deux époux pour administrer les biens communs; la loi sud-africaine impose maintenant l'égalité des salaires pour un travail de même valeur (Banque mondiale, 2015).

Enfin, des améliorations de l'infrastructure, notamment un meilleur accès à l'électricité et à l'eau, auront un effet favorable sur

la croissance, tant directement que grâce au gain de temps que les femmes pourront consacrer à recevoir une éducation ou à exercer une activité marchande. Ces mesures permettent de renforcer le capital humain et d'apporter de nouvelles compétences sur le marché du travail. D'après des micro-enquêtes au Ghana, lorsque les filles diminuent de moitié le temps passé à aller chercher de l'eau, leur fréquentation scolaire augmente de 2,4 % en moyenne; l'impact est plus important dans les zones rurales (Nauges et Strand, 2013).

De telles mesures pourraient réduire considérablement les inégalités de revenu et de genre et feraient avancer deux objectifs qui sont valables à la fois intrinsèquement et pour leur impact sur une croissance durable. Elles pourraient en particulier contribuer à libérer les énergies collectives des femmes d'Afrique subsaharienne et multiplier les réussites comme celles de Mama Benz. ■

*Christine Dieterich et Dalia Hakura sont Chefs de division adjoints, et Monique Newiak est économiste, toutes trois au Département Afrique du FMI.*

---

*Cet article se base sur le chapitre 3 des Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne publiées en octobre 2015 par le FMI et sur le document de travail du FMI, à paraître, intitulé «Inequality, Gender Gaps and Economic Growth: Comparative Evidence for Sub-Saharan Africa», de Dalia Hakura, Mumtaz Hussain, Monique Newiak, Vimal Thakoor et Fan Yang.*

#### Bibliographie :

- Banque mondiale, 2015, *Women, Business and the Law 2016—Getting to Equal* (Washington).
- Barro, Robert J., 2000, "Inequality and Growth in a Panel of Countries," *Journal of Economic Growth*, Vol. 5, No. 1, p. 5–32.
- Demircug-Kunt, Asli, Leora Klapper, and Dorothe Singer, 2013, "Financial Inclusion and Legal Discrimination against Women: Evidence from Developing Countries," *World Bank Policy Research Working Paper 6416* (Washington).
- Duflo, Esther, 2012, "Women Empowerment and Economic Development," *Journal of Economic Literature*, Vol. 50, No. 4, p. 1051–79.
- Gonzales, Christian, Sonali Jain-Chandra, Kalpana Kochhar, and Monique Newiak, 2015a, "Fair Play: More Equal Laws Boost Female Labor Force Participation," *IMF Staff Discussion Note 15/02* (Washington: International Monetary Fund).
- and Tilek Zeinullayev, 2015b, "Catalyst for Change: Empowering Women and Tackling Income Inequality," *IMF Staff Discussion Note 15/20* (Washington: International Monetary Fund).
- Hallward-Driemeier, Mary, and Tazeen Hasan, 2013, *Empowering Women: Legal Rights and Economic Opportunities in Africa* (Washington: World Bank).
- Nauges, Céline, and Jon Strand, 2013, "Water Hauling and Girls' School Attendance: Some New Evidence from Ghana," *World Bank Policy Research Working Paper 6443* (Washington).
- Soares, Rodrigo R., 2005, "Mortality Reductions, Educational Attainment, and Fertility Choice," *American Economic Review*, Vol. 95, No. 3, p. 580–601.
- , and Bruno L.S. Falcão, 2008, "The Demographic Transition and the Sexual Division of Labor," *Journal of Political Economy*, Vol. 116, No. 6, p. 1058–104.
- Solt, Frederick, 2014, "The Standardized World Income Inequality Database," *Working Paper. SWIID 5.0, October*.